

CEDD  
Rue de la Borne, 14 - boîte 9 - 1080 Bruxelles  
Tél: 02/411 43 30 - Fax: 02/412 56 11  
Courriel: [info@ceddbxl.be](mailto:info@ceddbxl.be)  
Site: [www.ceddbxl.be](http://www.ceddbxl.be)

Bureau de dépôt Bruxelles 1  
N° d'agrément: P705159

## *Pour un accueil de qualité ! Nos revendications !*



Marche, 2014



En avril 2013, nous présentions différentes facettes du travail des écoles de devoirs reconnues dans le cadre des *"Jeudi du Parlement francophone bruxellois"*.

La présentation faite était le résultat d'un important travail de collaborations né d'un processus participatif. Une présentation qui permettait d'aborder la complexité des actions, leurs enjeux et exigences en termes de compétences professionnelles notamment. Outre l'attention portée à l'articulation nécessaire des différentes politiques impliquées dans ces projets extrascolaires d'accompagnement à la scolarité, nous avons décidé de postposer nos revendications à une étape ultérieure. Une étape que nous voulions également participative. Nous prenions donc l'engagement en fin de matinée d'y revenir et d'interroger cette fois les projets et pratiques des associations membres au regard des conditions nécessaires à l'atteinte de leurs objectifs. Une mise en perspective visant à déterminer les propositions et revendications du secteur bruxellois à porter aux futurs élus après les élections du mois de mai 2014.

L'ouverture d'un espace de paroles aux associations membres a donc été proposée en sorte de construire cette parole collective en partant des contextes particuliers de chacun. Deux matinées ont réuni une dizaine de participant(e)s, l'une au mois de novembre 2013, l'autre au mois de janvier 2014. Préalablement à la première réunion, nous avons invité les associations à réfléchir à leur propre projet entre problématiques rencontrées et finalité de leur action tenant compte des freins et obstacles d'une part, et des éléments « moteurs » d'autre part. Une analyse visant à mettre en évidence les conditions nécessaires à l'atteinte de leurs objectifs et donc leurs besoins.

Il n'est pas étonnant que leurs premières revendications aient touché à la question des moyens financiers qu'ils souhaitent voir augmenter et pérennisés et qu'un point particulier ait relevé la lourdeur du travail administratif dans un cadre de poly reconnaissance et de poly subventionnement indispensable à la survie même des projets. Partant de leur souhait de voir s'opérer une réelle

simplification administrative, ils relèvent la nécessité d'une cohérence entre les différentes politiques locales, régionales et communautaires impliquées dans le secteur que ce soit en termes de « temps », de reconnaissance, de missions ou encore d'évaluation.

Outre cette question récurrente et indispensable pour assurer un accueil de qualité tant en termes d'infrastructures que d'encadrement, différentes problématiques ont émergé de cette première matinée de travail.

Le système scolaire qui reproduit les inégalités sociales, renvoie les enfants aux inégalités des ressources de leur environnement par l'externalisation d'une partie de ses missions et mène à l'envahissement progressif des projets d'écoles de devoirs par des missions relevant de l'enseignement (remédiation, « apprendre à apprendre ») au détriment de leurs missions propres d'accompagnement à la scolarité et de soutien aux apprentissages. Une évolution à replacer dans un contexte d'inadéquation toujours plus grande entre l'offre et la demande, que ce soit en termes de places disponibles ou d'activités. Leurs projets, les participants les revendiquent dans le cadre de la prévention primaire en complémentarité de l'Ecole et non comme outils compensatoires aux échecs du système scolaire.

Ils relèvent dans ce contexte excessivement tendu, la difficulté de répondre à la diversité des demandes tout en restant attentifs aux évolutions de l'environnement et à l'émergence de nouvelles problématiques. Ainsi, la question particulière de l'accueil des enfants et jeunes primo-arrivants, les a amenés à penser leur action tenant compte du contexte régional multilingue. Ils ont échangé sur la nécessité conjointe d'une valorisation des langues maternelles, de l'apprentissage des deux langues nationales (et des collaborations à instaurer et développer entre les deux communautés), de la place privilégiée occupée par les écoles de devoirs dans l'apprentissage du français et de la nécessité de développer des projets à destination des enfants et jeunes primo-

arrivants.

En fin de matinée, trois problématiques avaient émergé qu'ils ont traitées dans le courant du mois de janvier. Outre la question de la surcharge administrative qu'ils souhaitaient étayer partant de la réalité de chacun, c'est autour des exigences de leur métier qu'ils ont travaillé cette-fois.

Ainsi, partant de leurs réalités respectives, ils ont mis en évidence les différentes compétences et conditions nécessaires aux exigences de celui-ci. Une réflexion qui a pris en compte le nécessaire bien-être des travailleurs au travail d'une part, et les conditions d'un accueil de qualité auquel le public a droit, d'autre part.

Du terrain à la CEDD, après deux matinées, le matériau de base était là pour passer à un premier travail d'écriture.

Ce travail, mené par l'équipe, a consisté en un premier temps à l'élaboration de quatre tableaux de synthèse (Le système scolaire – Les moyens financiers – La poly compétence du métier d'animateur – La nécessaire disponibilité) articulés entre constats, conséquences de ceux-ci sur le travail et le projet, identification des besoins en lien et revendications en découlant. Une synthèse qui cette fois, de la CEDD au terrain, allait être proposée à l'assemblée générale du mois de mars.

Malheureusement, l'ordre du jour chargé de cette assemblée n'aura pas permis d'ouvrir le débat tel qu'on l'aurait voulu.

Les documents ont donc été envoyés à chacune des associations membres en sorte que chacune puisse y revenir en équipe, prioriser les différentes revendications et les faire connaître à la CEDD chargée de la rédaction finale.

Les revendications que nous adressons aux futurs élus se résument aujourd'hui en une page ! Une page qui pourrait, en l'absence de ce numéro, ne pas dire le processus participatif exigeant de son élaboration.

Nos remerciements vont à tous les animateurs, animatrices, coordinateurs, coordinatrices qui ont contribué par leurs expériences, apports, réflexions, expertises et relecture critique à la construction de cette parole collective.

Véronique Marissal



## *Pour une Ecole de la Réussite pour Tous*



# Pour une Ecole de la Réussite pour Tous

Aujourd'hui, les écoles de devoirs proposent leurs activités dans un contexte où le système scolaire semble avoir abandonné l'idée d'une véritable démocratisation de l'école ; opère un tri social ; multiplie les procédures d'évaluation internes et externes (avec leur dose de stress et d'angoisse pour les enfants et les parents, puisqu'il s'agit de gagner une place utile dans la course à la réussite de l'intégration sociale d'une part, et pour les enseignants et les écoles puisqu'il s'agit de se positionner sur le « marché » scolaire, d'autre part) ; individualise, naturalise et médicalise les difficultés des élèves en les renvoyant aux acteurs externes ; renvoie au mérite individuel et à celui des familles, disqualifiant par là-même de nombreux parents et place les enseignants et les acteurs de l'accompagnement scolaire dans une position excessivement inconfortable.

Les jeunes de milieux populaires et les familles qui, entre grande souffrance et colère, se sentent enfermés dans une logique de disqualification sociale sans aucun espoir de promotion pour leurs enfants, constituent le public majoritaire des écoles de devoirs.

Angoissées et dépassées, ces familles se tournent en effet vers le secteur associatif et celui des écoles de devoirs en particulier (même si, souvent, elles privilégieraient le recours aux cours particuliers, mais ne peuvent en assumer le coût). Un secteur saturé dont l'offre ne peut plus depuis quelques années répondre à la demande.

Face à cette idéologie du résultat devenue dominante, difficile pour les écoles de devoirs de répondre aux attentes de l'Ecole et des parents tout en préservant l'enfant et ses besoins dans leur projet d'accompagnement à la scolarité en



poursuivant tant les objectifs du Code de Qualité de l'Accueil<sup>1</sup> de l'ONE que les quatre missions confiées par Décret : le développement intellectuel ; le développement et l'émancipation sociale ; le développement culturel et l'apprentissage de la citoyenneté et de la participation.

La brûlante question de l'échec scolaire est trop inquiétante pour limiter notre action dans le court terme par la réponse apportée aux demandes des familles, des enfants et des jeunes. Il est essentiel aussi

de nous impliquer dans les lieux de débats entre acteurs de l'éducation où réfléchir, penser, proposer et construire l'Ecole de demain.

C'est en effet à la société, dont nous sommes, de refuser ce qu'on présente trop souvent comme une fatalité ! C'est donc tout naturellement que nous avons rejoint la campagne « La Marguerite » ou encore la Plate-forme de Lutte contre l'Echec scolaire qui, à la veille des élections du mois de mai, lance un « Appel au débat en vue d'une refondation de l'Ecole ».

1. « Quel projet d'accueil pour les enfants de 3 à 12 ans ? », ONE (téléchargeable sur le site [www.one.be](http://www.one.be))





# Appel au **débat** en vue d'une refondation de l'**École**

Une initiative de la  
**Plateforme**  
contre le **échec**  
scolaire

## LES CONSTATS

Les indicateurs de l'enseignement ainsi que plusieurs études (FRB, PISA...) montrent à quel point les disparités sont importantes et socialement liées en Communauté française.

Le quasi-marché scolaire et les enjeux de sélection implicitement présents dans tout le système amènent une reproduction dramatique des inégalités sociales qui se transforment en inégalités scolaires.

C'est pour l'enseignement spécialisé et le premier degré différencié que l'indice socioéconomique moyen des élèves est le plus faible.

Cela révèle une corrélation entre l'échec scolaire et l'appartenance à un milieu défavorisé.

Dans la suite des parcours scolaires, la hiérarchisation sociale des filières oriente les élèves les plus faibles économiquement et scolairement vers l'enseignement qualifiant.

Beaucoup de jeunes formés à un métier ne sont donc pas ceux qui le veulent, mais ceux que le système a conduits là par défaut.

De façon générale, le taux de redoublement est dramatique dans notre Communauté. Plus d'un élève sur deux termine sa scolarité avec au moins une année de retard, et cela sans tenir compte des 20% qui décrochent avant la fin du secondaire.

Du point de vue du contenu des apprentissages, l'école ne pratique que trop rarement le questionnement démocratique en son sein.

Les savoirs enseignés ne sont pas suffisamment mis en lien avec les enjeux de société ; ils n'outillent pas tous les élèves pour penser le monde dans lequel ils vivent.

Ces quelques constats révèlent que, malgré les nombreuses réformes visant à opérationnaliser les missions de l'École, notre enseignement n'arrive pas à se rapprocher de ses objectifs.

Face à de telles difficultés, il faut empoigner le taureau par les cornes. Mais le taureau est imposant, il ne changera sa course que soumis à une force massive, constante et durable. Cette force ne peut être obtenue que par une réelle volonté de la part de ses représentants politiques et une adhésion des acteurs.



Photo : CEDD



## NOS REVENDICATIONS

Dans la perspective des élections de mai 2014, les signataires de cet appel demandent aux hommes ou femmes politiques d'affirmer leur volonté d'ouvrir le débat en vue d'une refondation de l'École pour répondre aux défis de notre société.

Pour ce faire, nous demandons au prochain gouvernement d'arrêter la course aux réformes et d'avoir le courage

- d'analyser la situation de l'enseignement en CF avec toutes ses composantes, d'évaluer objectivement ce qui a été fait et d'identifier les freins aux changements ;

- de débattre avec les acteurs en levant les tabous qui empêchent toute évolution globale du système ;

- le quasi-marché scolaire,
- la complexité du système en particulier du fait des réseaux,
- l'articulation des différents niveaux scolaires,
- la hiérarchisation des filières,
- les modes d'évaluation des élèves, des professionnels et du système,
- le temps scolaire des enseignants et des élèves ;

- de proposer un projet global concerté et cohérent pour l'enseignement obligatoire et la formation des enseignants ;

- de planifier la mise en oeuvre de ce projet sur deux législatures au moins et d'en assurer la pérennité.



## LES SIGNATAIRES





# Pour un accueil et un accompagnement de qualité Travailler en école de devoirs est un métier !

## Le contexte

La quasi-totalité des écoles de devoirs sont déjà complètes en juin pour certaines, dès le début de l'année scolaire pour la plupart. Une situation qui place les demandeurs «déchus» entre incrédulité, perplexité, étonnement, découragement voire énervement. Des demandes qui nous confrontent, à l'histoire particulière de chacun, des histoires souvent difficiles que ce soit au niveau familial, social, culturel, économique, et/ou scolaire.

Le public accueilli en école de devoirs, chaque année plus nombreux, nous montre chaque jour combien les enfants et les jeunes vivent leur scolarité. Il y a ceux qui y croient encore (*les «assoiffés» de découverte, ceux qui sont encore dans la compétition, etc.*), ceux qui n'y croient plus (*«obligés» souvent par les parents, ils attendent les années qui passent*) et les «invisibles» (*ceux qui ont abandonné la course et qui ne viennent pas ou plus*).

Il y a, dans la plupart des cas, des enfants qui manquent ou ont perdu confiance en eux ; ressentent une non reconnaissance d'eux-mêmes, de leur famille, de leur Ecole, de leur quartier, de leurs origines, etc. L'estime d'eux-mêmes est souvent «en berne». Ils sont souvent stressés, angoissés à l'idée de ne pas y arriver, entre exigences de l'Ecole (*les résultats pour passer l'année*) et des parents (*empreintes d'affectivité*). Ils peuvent manifester une extrême fatigue (*entre exubérance et effacement*) ; de très nombreux blocages et la perte même du sens des apprentissages (*comme si le sens même des apprentissages était dans les points à obtenir pour occuper une place honorable dans la compétition généralisée*).

Ainsi, bien plus que le devoir à terminer, il est nécessaire d'amener l'enfant, et sa famille, à décoder les intentions des enseignants au travers des travaux scolaires demandés, d'une part, et de développer avec lui les stratégies d'apprentissage appropriées, d'autre part.

Il s'agit aussi de proposer en lien des activités collectives où les savoirs scolaires puissent être remobilisés et où les enfants et les jeunes puissent vivre la vie en groupe



La Boîte à images asbl. Photo : Christophe Smets

et expérimenter la participation dans des projets citoyens. Différentes conditions sont nécessaires à ce travail complexe.

## La polycompétence

Dans de nombreuses associations, le personnel remplit différentes fonctions en direction des publics d'adultes, d'une part, et d'enfants et de jeunes, d'autre part.

Cet accueil d'enfants et de jeunes vivant des problématiques scolaires complexes et variées, nécessite un travail adapté et multiple et donc une équipe qui puisse y répondre de manière professionnelle.

M-R, parle, par exemple, de son cas où dans une même journée, elle passe du travail avec les adultes, au travail en soirée avec les enfants et les jeunes.

*« A 15 heures, le travailleur est déjà épuisé de sa journée, mais il doit recommencer, retirer sa casquette de formateur et reprendre le travail sous la casquette d'un animateur de l'accueil. Comme c'est le cas pour tout le personnel de l'équipe. C'est la même équipe du matin jusqu'au soir. Ce sont des temps pleins. Mais, au niveau de l'énergie, ce serait mieux qu'on répartisse les missions et que l'on donne son énergie, soit à la mission d'éducation permanente, soit à la mission de l'accueil des enfants et des jeunes ».*

Cet exemple (*qui n'est pas isolé*) illustre que la polyvalence est riche mais qu'elle est épuisante. Il n'y a plus d'énergie pour vraiment se donner à fond dans les activités qui suivent. Une polyvalence qui, dans l'idéal, devrait se partager au sein d'une équipe pluridisciplinaire qui travaillerait en étroite collaboration et concertation.

Car l'accompagnement d'enfants et de jeunes dans leurs apprentissages scolaires et autres, demande d'importantes compétences, que l'on soit dans une approche individuelle ou collective.

En premier, il s'agit d'accueillir l'enfant (*et ses travaux scolaires à réaliser*) accompagné de ses parents, et d'adopter une stature professionnelle.

« Lorsqu'une personne se sent « maître » de ses actions, elle peut développer une motivation intrinsèque susceptible de la rendre persévérante face aux difficultés et aux errances incontournables des processus d'apprentissage.

Les déterminants psychosociaux comme l'estime de soi, le sentiment d'efficacité personnelle, qui ont un effet reconnu sur l'engagement dans les tâches scolaires, les choix d'orientation et professionnels, se construisent tout au long du parcours scolaire en même temps que les



La Boîte à images asbl. Photo : Christophe Smets

compétences cognitives (...) »<sup>1</sup>

La première compétence concerne donc l'accueil de chacun des enfants et des jeunes, qui ne sont pas toujours là par choix, et de leur famille.

Les animateurs disent cette présence «obligatoire» et assez fréquente très handicapante et pour laquelle ils ne se sentent pas toujours outillés, formés pour réagir. Il s'agit en effet, en dehors de toute exigence de résultats immédiats en termes scolaires, de construire progressivement une relation suffisamment saine et bienveillante pour que le jeune soit en confiance, à l'écoute et les laisse un peu entrer dans leur « sphère » pour essayer de comprendre pourquoi la motivation n'y est plus et comment, ensemble, ils pourraient renouer avec les apprentissages.

*« Pas facile face à un enfant qui manque de motivation, de prendre le temps de discuter de ça et de venir travailler cette difficulté sans être dans un jugement négatif. Ça, ce n'est vraiment pas facile. L'animateur a un besoin d'outils pour pouvoir communiquer sur le thème du manque de motivation, de l'absence apparente de projet scolaire sans venir avec des lieux communs. Il faut essayer d'être un peu plus complexe dans la réponse apportée mais ce n'est pas du tout facile à faire. »*

Ce travail mobilise donc des capacités dans la relation individuelle à construire d'une part, et la nécessité de réfléchir à la posture nécessaire dans la gestion de la dynamique de groupe, d'autre part.

*« Est-ce que c'est du "copinage" ? Est-ce qu'on est un professeur ? On peut se confier, mais je ne suis pas ta mère, ni ton copain... »*

Et, pensant à la situation particulière des jeunes éducateurs (ou étudiants, stagiaires) qui travaillent avec des jeunes et de leur difficulté de se situer :

*« Est-ce que je suis un jeune parmi les jeunes ? Est-ce que je veux qu'on m'aime ? Il faut trouver l'attitude juste, la bonne distance. C'est pédagogique, relationnel et éducationnel ».*

Il s'agit donc, partant de la situation particulière de chacun, d'offrir une réponse qui ne soit pas seulement individuelle, mais aussi collective, parce que l'on apprend les uns des autres.



*« Ce qui est important, c'est d'identifier les moments où, par exemple, dans le cadre d'une activité collective, il faut isoler un jeune et passer à un temps individuel, et vice versa. Parfois, il faut que la relation soit bonne pour aborder le problème, et passer à des questions pédagogiques ensuite. Prenons l'exemple des jeunes qui ont besoin d'un espace silencieux pour travailler à côté d'autres qui ont besoin de bouger pour s'y mettre ».*

Ce sont des cas très concrets qui disent combien l'animateur doit toujours s'adapter, mais aussi se situer et faire en sorte que le cadre soit bien clair pour les jeunes. Un métier qui demande donc adaptabilité et créativité dans ce qui est construit et proposé. Capacité à mobiliser ses ressources à un moment particulier et d'être ouvert à ce qui se passe en interne et en externe pour ouvrir les enfants à leur environnement.

Cette nécessité de s'adapter à un public aux besoins spécifiques amène les associations à recourir aux services de nombreux prestataires et volontaires.

Des volontaires dont on a besoin pour étoffer l'encadrement, et répondre à certaines exigences particulièrement en termes de disciplines matières.

Un recours qui, lui aussi, apporte son lot de difficultés, de complexité et d'exigences, notamment en termes de réunions de préparation, de suivi et d'évaluation.

*« Déjà, au niveau des horaires, c'est*

*difficile de les avoir tous en même temps, et quand ils viennent pour les réunions, doivent-ils préparer, ne pas préparer, quoi préparer, ce sont des choses délicates ».*

Des conditions qui peuvent mettre à mal la communication entre membres de l'équipe, communication pourtant essentielle dans la construction d'un projet cohérent d'accompagnement.

Une communication qui dit la compétence nécessaire de prise de distance et d'un suivi dont on garde des traces, qu'on soit rémunéré ou non.

L'intérêt de disposer de traces écrites, amène tout naturellement les participants à parler de l'importance nécessaire d'une maîtrise suffisante de la langue française dans un contexte multilingue et multiculturel. Si une maîtrise de base à l'oral peut suffire au travail d'animation et de rencontre, ce ne sera pas le cas au moment d'aborder la langue de l'école.

Difficile, par exemple, partant de la langue maternelle de l'enfant, de l'inviter à construire les temps du passé sans en avoir soi-même intégré « de l'intérieur » les nuances. Difficile encore, lorsque l'écrit n'est pas vécu comme outil de pensée pour prendre distance, de déposer, transmettre à l'équipe les quelques éléments d'une situation, d'une proposition faite à l'enfant pour assurer la continuité, la cohérence du projet et revenir sur sa pratique en réunion d'équipe.

Passant rapidement sur les compétences en animation, qui elles aussi sont importantes, ils reviennent sur la question

1. Martine Alcorta « Pour une école de l'égalité des acquis. » in GFEN  
Pour en finir avec les dons, le mérite, le hasard, La Dispute, Paris, 2009, p120





fondamentale des compétences à mobiliser dans l'élaboration en équipe d'un projet cohérent et clair. *« Le besoin d'avoir un projet d'équipe, clair par rapport aux valeurs, pour pouvoir aborder la question du genre, par exemple, être sensible à des difficultés qui peuvent être posées par des différences culturelles, et savoir comment on réagit dans ces cas-là et quel discours on tient. Voilà tout ce qui est un peu en dehors du soutien scolaire mais qui peut venir de par le quotidien »*. Les animateurs sont donc amenés à penser, ébaucher, évaluer et faire évoluer le cadre de l'accueil proposé aux enfants. Un cadre qui doit être cohérent, sécurisant et souple à la fois. Un cadre que l'animateur doit garantir en tant qu'adulte. C'est là une de ses fonctions importantes. Un cadre que les animateurs vont devoir aussi respecter! Un cadre dans lequel intégrer des règles fondamentales, de base non négociables d'une part, et d'autres à construire avec les enfants tenant compte des circonstances.

Ils soulignent enfin, l'importance pour l'animateur et l'équipe de développer aussi leur capacité d'interpellation pour pouvoir mettre en avant les constats qu'ils posent. Une compétence nécessaire à la construction d'un réel projet de développement communautaire dans lequel associer l'ensemble des acteurs. Sans être davantage exhaustifs, ces quelques compétences nécessaires à leur fonction mènent aux conditions de leur mobilisation pour un projet de qualité dont l'essentielle disponibilité !

#### La disponibilité

Les animateurs, dans leurs propositions, insistent sur la nécessité de tenir compte

des différents temps de travail nécessaires à l'accompagnement des enfants et des jeunes qui dépassent largement le temps de présence des enfants !

Un premier constat relève que si les animateurs rémunérés et volontaires sont présents au moment d'accueil des enfants et jeunes, c'est rarement, en tout cas difficilement, le cas aux réunions de préparation, de suivi ou d'évaluation.

Une situation à mettre en lien avec le manque de moyens financiers pour les contrats de travail d'une part (d'où le recours au volontariat) et au besoin de valorisation et de reconnaissance du temps de travail hors accueil d'autre part.

Un temps de travail que les participants estiment à au minimum 1/3 temps.

Ce constat n'est pas uniquement lié à l'engagement de volontaires. Il concerne également le recours aux contrats à temps partiel et l'engagement d'étudiants pour lesquels le nombre d'heures est limité.

Ces deux constats nous mènent directement au suivant, celui du manque de temps de travail pour les échanges entre collègues qui peut, lui aussi, conduire parfois à un manque de cohérence dans le fonctionnement de l'équipe, à différents discours entre les travailleurs d'un même service ou encore à un manque de cohérence dans la mise en application des projets, cela va de soi.

*« Et alors les temps d'évaluation des projets, du projet pédagogique en équipe. Ça, c'est quelque chose qui saute très, très vite. Les évaluations sont faites avec les coordinations. Ça, c'est des temps d'arrêt. Il y a aussi, parce que les équipes changent beaucoup, le temps d'accompagner les*

*nouveaux ou les futurs professionnels comme les stagiaires. On n'a plus le temps de cette transmission, ce qui pose problème à moyens termes »*.

Parler de la question de la cohérence dans l'accueil, c'est aussi mettre en avant le besoin d'être formé, notamment à l'analyse, pour identifier les besoins spécifiques de chacun, en sorte de se mettre d'accord sur comment on l'accueille et comment on le soutient en fonction des besoins identifiés. Il s'agit, en effet, d'offrir un accompagnement, tenant compte des spécificités individuelles dans le cadre d'un travail souvent collectif, parfois individuel.

*« La difficulté qu'il y a, c'est qu'on envoie les personnes en formation, mais après l'échange, ou ce qu'on amène sur le terrain, il part... ce n'est pas du tout partagé. Et je pense d'ailleurs que même l'animateur ne trouve pas le temps d'appliquer ce qu'il a acquis ou appris en formation »*.

L'accompagnement et/ou la réorientation des jeunes et des parents mobilisent eux aussi énormément de temps.

*« Il faut gérer la pression que les enfants, les jeunes, les parents subissent, que ce soit de la part des écoles, du Cpas, du Saj, etc. Donner du temps au temps pour se poser, parler, expliciter, proposer, accompagner... »*.

Et les animateurs de préciser l'amplitude horaire nécessaire à la réalisation des différentes facettes de leurs projet et actions. Ils sont ainsi tributaires des horaires de l'Ecole, des différents services, des familles pour faire *« tout le travail en amont, ce qui fait parfois de très, très longues journées »*.

Ensuite, il faudrait encore tenir compte du temps de concertation de l'équipe dans une perspective d'interpellation *« et là, on ne parle pas uniquement de concertation au niveau de l'équipe, mais aussi au sens large, avec d'autres asbl pour pouvoir construire une parole commune et la faire passer. Souvent, quand on manque de temps, ce qu'on fait sauter, c'est la participation aux plates-formes et la préparation à leurs réunions. Tout ce qui est travail d'articulation saute parce qu'il n'y a pas de message construit »*.

Le manque de temps les amène à dire leur difficulté à mettre des priorités dans leur emploi du temps à s'engager dans des



La Boîte à images asbl. Photo : Christophe Smets



projets à plus long terme, vu leur disponibilité relative et « mouvante » dans le temps, sans que l'on puisse l'anticiper.

Des projets de partenariat qui, pourtant, pourraient soutenir le projet de l'association.

*« Tout doit être mené jusqu'au bout, ce qui demande un engagement du début à la fin, ce qui peut être difficile, vu les autres priorités préexistant ou qui peuvent s'inviter à l'agenda. On ne s'y inscrit alors pas, de peur de ne pas pouvoir aller jusqu'au bout de manière qualitative. Des projets qu'il serait pourtant intéressant de mener parce que profitables dans la poursuite de nos missions ».*

A ce propos, les participants soulignent l'exigence des pouvoirs subsidiaires de voir les projets impliquer leur public dans l'organisation des activités, mais qu'il est rarement tenu compte du temps que demande le processus participatif à long terme et du côté fastidieux que cela constitue.

*« Impliquer les publics, c'est un projet en soi, quel que soit le contenu du projet. Il faut à chaque fois stimuler, relancer et ce, encore une fois, en dehors des horaires habituels ».*

Parler des exigences des pouvoirs subsidiaires, c'est aussi parler du temps administratif en lien !

Le poly subventionnement nécessaire à la pérennité des projets implique en effet un temps considérable de travail d'introduction et de justification des subventions !

Un temps à trouver dans un contexte temporel excessivement tendu.

Sans nullement contester la légitimité de justifier de l'utilisation des deniers publics, les animateurs souhaiteraient voir ces exigences davantage annoncées, échelonnées, concertées, coordonnées et par là, simplifiées par la « non redondance ».

Accueillir les enfants, c'est se donner les moyens de leur intégration dans le projet et dans le groupe.

C'est, aux côtés des activités collectives, développer un accompagnement individualisé en complémentarité des parents, des enseignants et des autres partenaires de leur environnement.

C'est, avec bienveillance et

compétences, gérer le groupe, les sensibiliser aux différentes manières et rythmes d'apprendre, aux compétences des uns et des autres, au respect de chacun.

C'est ouvrir les uns et les autres aux potentialités de chacun, dépasser la

gêne, le malaise, les inquiétudes réciproques dans le cadre d'une dynamique de groupe positive.

Accueillir les enfants et les accompagner exige compétences et temps !

*Au-delà des revendications portées par la CEDD, nous nous associons pleinement à celles portées par la FFEDD dont nous sommes membres.*

*Des revendications téléchargeables sur le site [info@ffedd.be](mailto:info@ffedd.be)*

**MILLE LIEUX DE VIE**

**WANTEDD**

**POLITIQUES RESPONSABLES, MOYENS ACCEPTABLES**

**Cahier de revendications du secteur des Écoles de Devoirs**

rédigé en vue des élections du 25 mai 2014





## Vers une réelle "alliance éducative"

« Le point de vue écologique reconnaît, bien sûr, que l'école est le centre des apprentissages, c'est-à-dire de la transmission-acquisition des connaissances et des savoir-faire scolaires ; mais il souligne que l'enfant-élève a aussi besoin d'autres instances, d'autres moments, d'autres aides, d'autres activités apprenantes pour connaître le succès à l'école. Prendre en compte les différents temps et les différents lieux d'apprentissage, s'intéresser au contexte social – ou écologique – des apprentissages scolaires, c'est également mettre le doigt sur une source majeure des disparités scolaires que l'on observe entre enfants et entre groupes socioculturels. »<sup>1</sup>

Dans l'argumentaire introduisant son manifeste « Pauvreté et extrascolaire, quelles priorités ? » dont la CEDD est signataire, Badje rappelle l'importance pour tous les enfants d'accéder à des activités extrascolaires de qualité d'une part et les engagements pris par l'Etat à ce propos en ratifiant la Convention relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989 d'autre part. L'association rappelle que l'accueil extrascolaire constitue un des moyens de rendre effectifs ces droits fondamentaux pour tous les enfants et qu'il relève d'une mission d'intérêt public, au même titre que l'enseignement. Ce manifeste rappelle l'urgence d'investir cet accueil comme service d'utilité publique pour toutes et tous, sans aucune discrimination en sorte que chaque enfant, indépendamment de sa situation ou de celle de sa famille, puisse accéder à un accueil extrascolaire de qualité, c'est-à-dire à son droit légitime de bénéficier d'activités de repos, de loisirs et de détente. Un accueil qui lui offre l'opportunité « de développer au mieux ses potentialités, de s'émanciper et de construire la confiance et l'estime de soi qui lui permettront d'être acteur de sa propre vie et, avec d'autres, de la cité ».

Les Ecoles de devoirs : acteurs de l'accueil extrascolaire parmi d'autres !

Les écoles de devoirs constituent un de ces lieux privilégiés où se poser et réinvestir les apprentissages de l'Ecole autrement, pour autant que l'on tienne compte des différents temps de l'apprentissage et des besoins des enfants qui s'y inscrivent (Non pas des attentes telles que formulées par l'Ecole ou les familles). Force est de constater cependant que si au départ l'action des écoles de devoirs s'inscrivait dans la philosophie de l'éducation permanente (accompagnement à la scolarité envisagée comme parcours dans l'élaboration du projet de vie), leur action, entre attentes de l'Ecole des Familles, s'oriente chaque jour davantage comme projet compensatoire aux

dysfonctionnements du système scolaire. Un glissement progressif à contextualiser au regard des évolutions de la situation scolaire en région bruxelloise qui a vu les dispositifs de « soutien scolaire » se multiplier menant une certaine confusion sur les missions et rôles de chacun des acteurs.

L'Ecole continue de s'appuyer sur ceux-ci – parents, marché privé & associations – pour atteindre sa mission d'enseignement, et les pouvoirs publics de proposer un renforcement des moyens aux projets de « soutien scolaire » sans en définir réellement le contenu et le sens. Les enfants, pris entre pressions des parents et pressions de l'Ecole y perdent chaque jour un peu de leur enfance...

Dans ce cadre, nous ne pouvons que reconnaître combien l'ancrage des écoles de devoirs dans l'accueil extrascolaire vient baliser leurs actions et projets en sorte que l'enfant soit pris en compte dans sa globalité et son environnement de vie et reconnu dans ses droits.

La spécificité du travail d'accompagnement à la scolarité dans les associations est de se trouver au carrefour entre l'école, elle qui donne les devoirs et attend des enfants de les réaliser seul (!?) et les parents aux attentes parfois tellement exigeantes... Pas facile dans ce cadre de placer l'enfant au centre du dispositif, d'accepter de ne pas répondre aux pressions extérieures en sorte de mener à bien son projet propre, de respecter le rythme de chacun des enfants, de ne pas entretenir illusions et faux espoirs. Travailler sur les devoirs, c'est trop souvent découvrir l'enfant dans ses angoisses, ses découragements, ses efforts trop souvent non récompensés, ses difficultés.

Le travail d'accompagnement mené au jour le jour avec les enfants renvoie inévitablement l'animateur face aux

inégalités de l'enfant face à ses devoirs. Inégalités face aux conditions matérielles (De quel espace l'enfant dispose-t-il à domicile pour réaliser ses devoirs? Comment peut-il y trouver les conditions nécessaires pour se concentrer et travailler?), inégalités d'accès aux sources d'informations (quels sont les outils de référence dont il dispose pour s'informer, rechercher? A quelle distance se trouve la bibliothèque la plus proche et quelles sont les heures d'ouverture?...), inégalités aussi face aux disponibilités et aptitudes des parents (Vers quelle heure les parents qui travaillent rentrent-ils à la maison?, Comment concilier vie de famille et accompagnement scolaire de ses enfants? Au-delà des encouragements que peuvent apporter les parents comment faire quand il s'agit de réexpliquer une matière? De comprendre la consigne d'un devoir? Comment les soutenir dans l'acquisition d'une méthode de travail?...).

Face à ces inégalités, l'école de devoirs va tenter d'offrir aux enfants un projet qui leur permette de répondre aux exigences de l'école sans négliger l'offre indispensable à son développement d'autres activités, temps de loisirs et de détente pour multiplier et diversifier rencontres et expériences ! Car, pour apprendre et réussir l'école, l'enfant, a besoin de vraies activités qui lui permettent de s'instruire, de remobiliser ses apprentissages scolaires dans des situations de vie et d'en comprendre par là le sens et les intentions, de développer son esprit critique, sa capacité à appréhender et questionner le monde (Découvertes de son quartier ; parler, lire et écrire dans des situations réelles de communication ; participer à un Conseil des Enfants; être acteur du projet dans lequel il s'inscrit, etc.). Besoin aussi d'aborder ses apprentissages dans un cadre où d'autres relations lui soient proposées ; où sa parole soit entendue, et

1. « Pour un service public d'accompagnement à la scolarité » in Jean Michels Le Bail *L'accompagnement à la scolarité*, scérén, CRDP Académie d'Amiens, CRAP-Cahiers Pédagogiques, collection « Repères pour Agir », 2007



prise en compte ; où l'erreur ne soit pas sanctionnée mais objet d'apprentissage ; où ses efforts puissent être reconnus ; où ses compétences, ses intelligences puissent être (re)valorisées, (re)mobilisées et reconnues par la construction de projets collectifs ; où les parents soient associés, sans aucune disqualification. Des parents vers lesquels aller sans jugement pour les accompagner individuellement et collectivement dans leur « métier d'éducateur » et dans leur compréhension de l'Ecole, de ses principes de fonctionnement, de ses exigences.

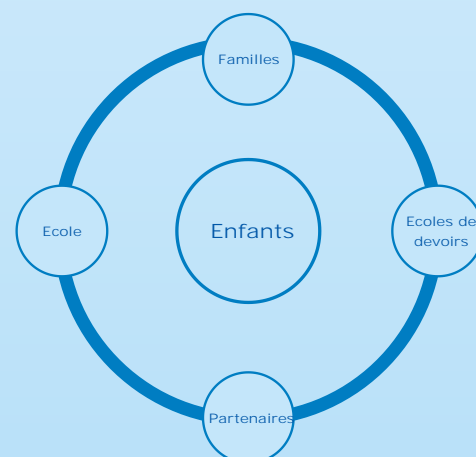
Car, l'école de devoirs n'est pas toute seule !  
« Comme tout action, l'accompagnement

scolaire n'est pas sans risques, (...) celui de dessaisir les autres acteurs de leurs responsabilités. (...) que l'école soit tentée d'oublier qu'elle n'a pas seulement à enseigner mais aussi à faire que chaque élève apprenne. (...) qu'une remédiation cherche à réparer, de manière individuelle en dehors de la classe, les pannes d'un processus d'enseignement qui n'aurait pas à être remis en cause, ne serait-ce que pour ne pas ralentir la minorité qui ne rencontre aucune difficulté. Le risque, (...), de dessaisir les parents de leur responsabilité en les dispensant de s'intéresser au travail scolaire de leurs enfants. »<sup>2</sup>

Aujourd'hui, le secteur excessivement diversifié et complexe, se dilue dans un ensemble élastique et hétéroclite entre animation éducative et sous-produit de l'école. Une situation qui invite à réfléchir nécessairement à la définition de ses missions, rôles et compétences entre Ecole et familles.

Derrière les chiffres statistiques tellement calamiteux par la fracture sociale qu'ils révèlent, sont des enseignants, des animateurs, des directeurs, des parents qui avancent ensemble pour que les enfants puissent faire de l'expérience scolaire une dimension majeure de leur développement personnel. Autant d'expériences, de tâtonnements, de réflexions, d'analyses, de pratiques,... dont se saisir et qui chaque jour laissent la porte ouverte à l'Utopie d'un système éducatif qui prendrait en compte non seulement le cadre pédagogique et celui de la vie scolaire mais aussi le cadre familial et l'environnement de vie de l'enfant.

Mais, pour que se construise une telle alliance éducative, faudrait-il en premier rompre avec la prégnance d'une approche des apprentissages et de la réussite scolaire qui en néglige les circonstances et accepter la nécessité que ces apprentissages se fassent en différents lieux, temps et contextes aux relations diversifiées. Autant de partenaires à reconnaître dans leurs rôles, missions, compétences, spécificités et complémentarité pour que la rencontre se fasse au bénéfice de tous.



« Différentes études ont suffisamment démontré que l'enfant n'est pas une boîte dans laquelle on fourre des savoirs à longueur de journée. Pour apprendre, il faut se laisser faire, donc avoir confiance et surtout, il faut y trouver du sens. C'est ce qui est le propre de l'humanité, la recherche de sens. Le rapport au savoir est lui aussi lié au sens. Un enfant aussi performant et intelligent soit-il ne sera tout simplement pas capable de faire une tâche qui n'a pas de sens ou alors avec beaucoup de difficultés (ex mémorisation). Comme l'indique Bernard Charlot : « il n'y a de rapport au savoir que d'un sujet et il n'y a de sujet que désirant ». (...) La question de la méthodologie, elle aussi, est importante. « Comment s'y prendre ? Comment s'approprier un savoir, un travail s'il est vécu comme étranger à soi. Comment effectuer une tâche et en apprendre quelque chose si la seule motivation est d'éviter de se ramasser une punition et les foudres scolaires et parentales. Finalement, il nous apparaît qu'au-delà d'avoir ou ne pas avoir de devoirs, faire ou ne pas faire les devoirs, la question plus fondamentale se trouve dans le sens donné à l'apprentissage et le cadre de celui-ci. (...) Force est de constater que les EDD doivent souvent s'atteler à la difficile tâche de travailler à la méthodologie des enfants. Notamment face à leur devoir. Comment s'organiser, se mettre au travail, gérer le temps, se concentrer, procéder par ordre, faire les liens utiles, se relire, s'évaluer, faire appel à du matériel didactique, des références... Car, trop souvent, l'on remarque que ces compétences sont absentes chez les enfants. Prendre confiance en soi et se dire que l'on a droit à l'erreur, car elle est formative, est aussi quelque chose qu'il est difficile à faire acquérir par les enfants : « Ma prof va me tuer si j'ai pas fini le devoir », voici ce que nous entendons trop souvent de la part des enfants qui fréquentent notre EDD. Nous nous permettons de lui rappeler que le meurtre est interdit par la loi et que cela vaut pour son prof aussi, mais bien sûr nous entendons bien de quel « meurtre » il s'agit pour cet enfant. Son meurtre social, symbolique. Il entend par là qu'il risque d'avoir au moins une punition. Sans parler de l'acte II à la maison. Attention, il n'est pas question ici de stigmatiser les profs mais bien le système scolaire qui à nos yeux devient de plus en plus un endroit où l'erreur n'est pas permise. (...) Par ailleurs, il nous semble que l'objet social fondamental des écoles de devoirs est basé sur l'enjeu démocratique de l'égalité des chances par rapport à la chose scolaire. En effet, permettre à un enfant de goûter à la joie d'apprendre et de comprendre passe par des chemins de traverse qu'il est sans doute nécessaire d'emprunter au risque de laisser l'enfant prendre le chemin de l'école buissonnière. »<sup>3</sup>

2. Claude Pair « Relever le défi, malgré les risques »

in Jean-Michel Le Bail *L'accompagnement à la scolarité*, Scérén, CRDP d'Amiens, CRAP-Cahiers Pédagogiques, septembre 2007, pp9-11 -

auteur de *L'Ecole devant la grande pauvreté, changer le regard sur le Quart-Monde*, Hachette-Education (Questions d'Education), 1998

3. Propos de l'Equipe du Pass Pass in *Quand le devoir cache la forêt*, A feuille T n° 164, mars 2011



# Pauvreté et extrascolaire, quelles priorités ?

## ARGUMENTAIRE

En ratifiant la Convention relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989, l'Etat belge s'est engagé à :

*\* protéger les enfants contre toutes formes de discrimination : tous les droits énoncés dans la Convention s'appliquent à tous les enfants sans distinction aucune [art. 2, al. 1]<sup>1</sup> ;*

*\* apporter une aide appropriée aux parents et assurer la mise en place d'institutions veillant au bien-être des enfants [art. 18, al. 2] ;*

*\* promouvoir le droit de tout enfant au repos et aux loisirs, de se livrer au jeu et à des activités récréatives propres à son âge et de participer librement à la vie culturelle et artistique [art. 31] ;*

*\* assurer à l'enfant une éducation qui favorise, entre autres, l'épanouissement de sa personnalité et le développement de ses dons et de ses aptitudes mentales et physiques, dans toute la mesure de ses potentialités et le prépare à assumer les responsabilités de la vie dans une société libre, dans un esprit de compréhension, de paix, de tolérance, d'égalité entre les sexes et d'amitié entre tous les peuples et groupes ethniques, nationaux et religieux [art. 29, al. 1].*

L'accueil extrascolaire constitue un des moyens de rendre effectifs ces droits fondamentaux pour tous les enfants. Qu'il soit mis en oeuvre par des autorités publiques ou des acteurs associatifs, l'accueil extrascolaire relève d'une mission d'intérêt public, au même titre que l'enseignement.

Outre une fonction économique qui permet aux parents d'avoir une activité professionnelle, de suivre une formation, de rechercher un emploi ou d'effectuer des démarches dans ce sens, on reconnaît à l'accueil extrascolaire deux autres fonctions essentielles :

*\* une fonction éducative : il joue un rôle essentiel dans l'épanouissement de l'enfant. Les notions de plaisir, de loisir et de détente y occupent une place centrale.*



*De plus, il éveille, développe des compétences (sociabilité, évolution entre pairs...), permet des apprentissages et favorise la participation des enfants ;*

*\* une fonction sociale : il offre un lieu de soutien à la parentalité et permet la création de lien social.*

Avoir accès à un milieu d'accueil de qualité représente donc un avantage pour l'enfant et sa famille et un investissement à long terme pour la société. Ces lieux de vie constituent une opportunité fondamentale pour contribuer à la réduction des inégalités.

Si de nombreux milieux d'accueil extrascolaire s'adressent à des publics précarisés, cet accès est insuffisant. Ce droit à l'accueil extrascolaire est loin d'être une réalité pour beaucoup d'enfants, notamment ceux dont la famille vit en

situation de pauvreté. Les obstacles à l'accessibilité sont financiers, certes, mais aussi organisationnels, géographiques et culturels<sup>2</sup>.

Le présent manifeste vise à interpeller les pouvoirs publics pour lever ces obstacles et particulièrement ceux qui dépendent directement de leur responsabilité. Notre démarche s'inscrit dans une volonté largement partagée d'agir sur un système éducatif général qui renforce les inégalités plus qu'il ne les réduit.

Il est urgent que l'accueil extrascolaire soit reconnu comme un service d'utilité publique pour toutes et tous, sans aucune discrimination.

Notre objectif est de permettre à chaque enfant, indépendamment de sa situation ou de celle de sa famille, de pouvoir accéder à un accueil extrascolaire de qualité, c'est-à-dire à son droit légitime de bénéficier d'activités de repos, de loisirs et de détente. C'est aussi lui donner l'opportunité de développer au mieux ses potentialités, de s'émanciper et de construire la confiance et l'estime de soi qui lui permettront d'être acteur de sa propre vie et, avec d'autres, de la cité.

Pour ces raisons, nous tenons à réaffirmer ces principes fondamentaux :

— *L'accès à un accueil extrascolaire de qualité est un droit inconditionnel.*

— *L'accueil extrascolaire remplit une fonction sociale, une fonction éducative et une fonction économique.*

— *L'accueil extrascolaire contribue à la lutte contre la pauvreté.*

— *L'accueil extrascolaire participe à l'élaboration d'une alliance éducative entre tous les acteurs concernés.*

1/ Loi du 25 novembre 1991 portant approbation de la Convention relative aux droits de l'enfant, M.B., 17 janvier 1992.

2/ Mottint Joëlle, Les structures d'éducation et d'accueil du jeune enfant ont un rôle à jouer pour renforcer l'inclusion et lutter contre la pauvreté et les exclusions. Les obstacles. Riepp, juillet 2012



## RECOMMANDATIONS

Nous demandons, dès lors, que soient mises en place, dans les plus brefs délais, les mesures suivantes :

### 1. Rendre effectif, pour tous les enfants et leurs familles, le droit à un accueil de qualité

Il s'agit d'assurer l'accès à un accueil de qualité pour tout enfant, quels que soient ses besoins spécifiques et quelle que soit sa situation et celle de ses parents, en particulier sur le plan financier, de l'état civil ou en matière d'emploi.

*\* Assurer une accessibilité financière pour tous, voire la gratuité.*

*\* Augmenter l'offre d'accueil en veillant à une répartition en fonction des besoins locaux.*

*\* Assurer une accessibilité géographique des milieux d'accueil.*

*\* Diversifier et multiplier les modes d'information des familles sur les possibilités d'accueil extrascolaire.*

### 2. Renforcer la fonction sociale des milieux d'accueil

Répondre à la demande ne suffit pas. Des mesures particulières doivent être soutenues afin d'assurer une accessibilité effective des milieux d'accueil aux familles précarisées, dans un idéal de mixité sociale.

*\* Penser et soutenir la perméabilité des milieux d'accueil, de manière à leur donner la possibilité d'accepter la fréquentation irrégulière engendrée par des conditions de vie précaires, pour garantir la place que l'enfant vienne ou pas.*

*\* Encourager les milieux d'accueil à adopter des projets pédagogiques mettant en oeuvre les moyens nécessaires à l'accueil des familles en situation de pauvreté et de leurs enfants.*

*\* Octroyer et valoriser du temps pour les professionnels afin de leur permettre d'aller à la rencontre des familles.*

*\* Soutenir les initiatives qui investissent l'espace public.*



### 3. Promouvoir les initiatives intégrées et le travail en réseau

Il s'agit de promouvoir des initiatives intégrées et des collaborations susceptibles d'offrir à la fois des possibilités d'accueil, d'accompagnement des familles et de renforcement des liens sociaux.

*\* Créer et soutenir des structures pouvant offrir un cadre proposant un accueil inconditionnel, à géométrie variable et une articulation à d'autres services.*

*\* Promouvoir un travail en réseau « permettant une optimisation des ressources sans toutefois introduire des contraintes dont la lourdeur amoindrirait la mobilisation directe au profit des bénéficiaires ».<sup>3</sup>*

*\* Soutenir les initiatives de transversalité identifiant la famille comme « première ressource » du réseau et décideuse de l'accompagnement qui lui est proposé.*

### 4. Construire la transversalité des politiques

Une véritable transversalité des politiques concernant tous les lieux de vie de l'enfant doit exister afin de soutenir le travail des acteurs de terrain et construire une approche globale, intégrée et respectueuse des familles.

*\* Organiser et faciliter les collaborations entre les différents niveaux de pouvoirs.*

*\* Décloisonner les politiques, les cadres législatifs et administratifs pour redonner une liberté et une légitimité aux acteurs de terrain dans le choix de leurs actions et l'édification de leurs partenariats.*

*\* Prévoir une contractualisation des milieux d'accueil extrascolaire dans une approche intégrée, permettant une réduction des charges administratives incombant aux milieux d'accueil au profit de leur fonction sociale.*

*\* Abandonner au plus vite les critères de financement qui, actuellement, amènent à une sélection indirecte des publics accueillis et mettre en place des modes d'évaluation adaptés aux réalités de terrain et à la situation des familles.*

### 5. Reconnaître, former et accompagner les acteurs de terrain

Il est nécessaire de « former les intervenants, professionnels ou non, aux codes culturels des familles précarisées et à la justesse relationnelle que leur situation requiert : acceptation de la diversité, de la

<sup>3</sup> Comment contribuer à la réduction des inégalités sociales dans le champ socio-éducatif? Problématisation et recommandations – DGDE, 2011.





différence, reconnaissance des temps et des rythmes différents, capacité à reconnaître le possible plutôt que l'idéal abstrait, à favoriser l'ouverture des possibles, à mesurer les impacts multiples de ses propres exigences, etc. »<sup>4</sup>. Cette priorité est indissociable d'une interpellation sur le statut précaire des travailleurs du secteur extrascolaire.

\* Renforcer les formations de base et continue des professionnels et inclure dans leur cursus une formation socio-politique et au travail en réseau.

\* Reconnaître et valoriser les temps de travail en équipe et de supervision: accueillir des publics en situation de pauvreté, ce n'est pas reproduire des «outils», des « techniques ». Cela suppose une réflexion longue, une remise en question, une prise de distance, du temps pour interroger le sens de ses actions.

\* Créer les conditions pour permettre au personnel extrascolaire d'accéder à une réelle reconnaissance et d'obtenir un réel statut.

#### CONCLUSION

En conclusion, nous demandons aux responsables politiques de donner les moyens à la mise en oeuvre pleine et effective du Code de qualité de l'accueil<sup>5</sup> afin qu'en Fédération Wallonie-Bruxelles, tous les enfants en âge scolaire, et particulièrement les enfants issus de familles en situation de pauvreté, jouissent pleinement de leur droit de bénéficier d'un accueil et d'activités extrascolaires de qualité.

Octroyer des moyens au secteur de l'accueil extrascolaire, c'est investir à long terme dans une société plus juste, plus tolérante, plus solidaire, plus égalitaire, plus démocratique.



Séverine Acerbis  
rue de Bosnie 22, 1060 Bxl  
T 02 248 17 29  
F 02 242 51 72  
info@badje.be  
www.badje.be

**SOUTENEZ-NOUS !  
ABONNEZ-VOUS !**



**à  
A FEUILLE T**

**6,20 €  
pour 1 an**

**Virement  
sur le compte  
001-1917334-11**

**Renseignements:  
Véronique MARISSAL  
Tél. 02 411 43 30**

4. Comment contribuer à la réduction des inégalités sociales dans le champ socio-éducatif? Problématisation et recommandations – DGDE, 2011.

5. Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17/12/2003 fixant le code de qualité de l'accueil.

# NOS REVENDICATIONS

## L'école de devoirs

## Les revendications

### Pour une Ecole de la Réussite pour Tous

Offre un lieu et un espace extrascolaire où l'enfant, le jeune peut se poser et réinvestir les apprentissages de l'Ecole autrement dans le cadre d'un projet collectif d'ouverture au monde.

- Œuvrer pour une réforme profonde du système scolaire
  - Internalisation de la remédiation
  - Respect du décret relatif aux travaux scolaires à domicile
- Reconnaître la complémentarité du travail des écoles de devoirs entre Ecole et familles.

### Pour un accueil et un accompagnement à la scolarité et aux apprentissages de qualité

- Des infrastructures et des équipements de qualité.
- Soutenir l'offre et l'accès à des locaux et infrastructures au niveau local et régional.
- Une équipe pédagogique et éducative poly compétente et stable.
- Créer les conditions pour permettre au personnel d'accéder à un réel statut professionnel et à des contrats de travail stables
  - Maintenir les politiques d'emplois subventionnés tenant compte des compétences de base requises
  - Reconnaissance et valorisation salariale du statut
  - Renforcement des équipes par l'engagement dans des contrats à durée indéterminée.
- Promouvoir et valoriser le volontariat
- Une équipe disponible pour préparer, accueillir, suivre, accompagner, évaluer, orienter, etc.
- Reconnaître et prendre en compte les différents temps constitutifs du métier d'animateur et de coordinateur.
  - L'engagement dans des contrats à ¾ temps minimum
- Prendre conscience de la surcharge administrative inhérente aux projets multi reconnus et multi subventionnés.
  - Concertation entre les différents pouvoirs concernés autour des rapports d'activité et statistiques demandés
  - Élaboration d'un canevas commun
  - Elaboration d'un échéancier permettant d'anticiper l'organisation et la planification du travail administratif.
- Une équipe en projet de formation continue et d'analyse réflexive.
- Offrir dans le cadre du temps de travail
  - Des formations continues variées
  - Des possibilités d'intervision et de supervision accessibles financièrement.

### Pour le droit de grandir dans un système éducatif intégré fondé sur un travail de collaboration où chaque acteur est reconnu et respecté dans ses compétences, rôles et missions.

L'école de devoirs doit offrir un cadre d'accompagnement collectif sécurisant et bienveillant en sorte de jouer pleinement son rôle de « courroie de transmission » entre les Familles, l'Ecole et son environnement au bénéfice des enfants et des jeunes. Il s'agit de faire « tiers », d'aider les familles et les enfants à donner sens aux apprentissages scolaires, à comprendre les intentions de l'Ecole et à s'inscrire pleinement dans un projet global d'épanouissement et de participation collective.

- Construire une réelle alliance éducative qui rompe avec la prégnance d'une approche des apprentissages et de la réussite scolaire qui en néglige les circonstances et accepter la nécessité que les apprentissages se fassent en différents lieux, temps et contextes aux relations diversifiées.
  - Reconnaître les différents acteurs éducatifs dans leurs rôles, missions, compétences, spécificités et complémentarité (en ce compris les parents)
  - Elaborer aux différents niveaux de pouvoir (local, régional, communautaire) des lieux de rencontre et de concertation autour des politiques de l'enfance, de la jeunesse, de l'aide à la jeunesse, de la famille et de l'enseignement.



# FORMATIONS

Les 43èmes Rencontres Pédagogique d'Eté  
*Changer, c'est oser confronter ses savoirs et ses idées*

## Se former, c'est s'engager (et réciproquement)

« La lutte contre les inégalités scolaires, c'est l'ADN de CGé. (...) lorsqu'on a vu émerger, ces derniers temps, des initiatives privées promettant des formules-miracles pour former les enseignants à lutter contre les inégalités scolaires dans une logique managériale, il nous importe de réaffirmer notre propre regard : l'École égalitaire comme projet de société, collectif, institutionnel et politique, animée par des professionnels solidement outillés. Nous concevons nos RPé comme un des éléments de cet outillage. De même, lorsque la nouvelle cuvée de résultats Pisa nous abreuve jusqu'à plus-soif d'informations sur les médiocres performances de nos élèves, nous tenons à marquer la nuance entre un nécessaire travail de lutte contre l'échec et une approche économique et utilitariste qui laisserait de côté toute une série de missions de l'école. C'est pourquoi, à CGé, nous continuons à agir pour que les apprentissages scolaires soient en premier lieu des outils d'émancipation, et contre l'instrumentalisation de ceux-ci au profit de seuls objectifs économiques. Nous croyons à une école « faite pour armer les élèves contre tout ce qui les pousse à s'adapter », à une école qui permette à tous de développer leurs capacités intellectuelles, critiques et créatives au bénéfice d'une société plus juste et plus égalitaire. Nos moyens sont multiples : nous interpellons le monde politique, nous réalisons des études et une revue (TRACeS de ChanGements), nous organisons divers événements tout au long de l'année... Parce que nos combats resteront vains s'ils ne sont pas partagés et si nous ne les menons pas ensemble sur le terrain, nous vous proposons, chaque été, un joli bouquet de formations.

Alors n'attendez plus, plongez-y, lisez, choisissez, osez... rejoignez-nous à la Marlagne pour réfléchir et travailler ensemble à construire une École où les valeurs d'égalité, de collectif, d'émancipation auront toute leur place. »<sup>1</sup>



10 ateliers pour changer l'école et  
changer la société

Des ateliers de 6 jours  
du 18 au 23 août

« Arts et sciences : rendre l'élève  
créateur et chercheur »

Expérimentons la lumière pour interroger le réel. L'art et la science interrogent le réel. Expérimenter, observer, oser, créer, comprendre, questionner... par où commencer ? Entre science créative et rigueur artistique, comment induisons-nous des lois ? Comment produisons-nous une œuvre ? En quoi l'art et la science peuvent-ils se nourrir ?

Avec Sabine DARO (Professeure de sciences et didacticienne des sciences en Haute Ecole, Hypothèse, CGé) et Eric VAN DEN BERG (Professeur de graphisme et didacticien des arts plastiques en Ecole Supérieure des arts, CGé)



## « A toute voix »

De la voix parlée, chantée à la polyphonie. La voix est, pour tout enseignant, l'instrument dont il joue pour entrer en relation avec ses élèves, les captiver, partager avec eux des savoirs. Elle est le support de la transmission, de la présence et des émotions. Il est donc vital de la préserver.

Avec Jo LESCO (chanteuse, chef de chœur).

## « La Commedia dell'arte aujourd'hui »

Ce qui m'importe, c'est la communication et l'échange. Les barrières entre les arts existent seulement pour ceux qui veulent les voir.

Grâce à la culture, nous pouvons transcender la réalité et donner à chacun sa place et un espace de rayonnement.

Avec Christophe HERRADA (Comédien-chanteur et enseignant au Conservatoire).

## « Lire, écrire, créer »

Écriture : matière première.

Les mots se couchent sur la feuille, dit-on. Ils sont cependant un merveilleux levier, un puissant levain pour nous mettre en route, pour nous mettre en éveil.

Quand l'écriture devient un bien partagé avec tous, elle révèle sa force faite de création, d'échanges, de construction de la pensée, de plaisir, de transformation.

Avec Pascale LASSABLIÈRE (formatrice en alphabétisation et ateliers d'écriture) et Natalie RASSON (formatrice en ateliers d'écriture, CGé).

## « Pratique la Pédagogie Institutionnelle (PI) »

Organiser la coopération, travailler les conflits, entretenir le désir d'apprendre.

Les situations d'apprentissage sont conflictuelles et chacun n'y trouve pas nécessairement une place qui favorise les apprentissages de tous.

Le stage PI est l'occasion d'apprendre à mieux gérer un groupe, à y prendre une juste place ; s'essayer concrètement à la pratique de la PI, avec de vrais enjeux, pour une mise à distance, une analyse du

1. Hélène LENOIR, Présidente de CGé



quotidien ; pour être dans l'innovation ; pour changer de posture, sortir des relations duales et construire collectivement.

Avec Thérèse DIEZ, Ceépi, CGé ; Christine BREGAND, Ceép ; Françoise BUDO, Tenter Plus, CGé ; Nicolas PIERET ; Michel STASZEWSKI, CGé ; Pierre WAAUB, CGé ; responsables de l'atelier.

« Un cerveau pour apprendre... »

Découvrir et explorer les chemins de la pensée !

Beaucoup d'enfants, et particulièrement ceux des milieux populaires, parce que vivant dans une culture différente de celle de l'école, ne trouvent pas spontanément comment s'y prendre pour comprendre, apprendre et mémoriser.

Ils sont donc condamnés à « improviser » des outils qui fonctionnent mal ou pas du tout.

Avec Joseph STORDEUR, orthopédagogue, formateur indépendant et Marylène BOLLE, institutrice maternelle.



Photo : CEDD

Des ateliers de 3 jours  
du 18 au 20 août

« Evaluer, ça pourrait (re)devenir... passionnant ? »

Et si nos pratiques d'évaluation soutenaient véritablement l'envie d'apprendre ?

De quelle(s) valeur(s) parle-t-on lorsque l'on évalue ?

À quelles logiques ces pratiques nous renvoient-elles ?

À qui et à quoi sont-elles supposées servir ? Et dans les faits ?

Avec Aude LIMET, formatrice en promotion sociale.

« Le français s'perd... »

Où est passé l'accord du participe ?

Dès l'école maternelle, les enfants majoritairement issus de milieux défavorisés n'arrivent pas à entrer dans les savoirs liés à l'écrit et au français « normé » de l'école, différent de la langue principalement orale parlée à la maison.

Travailler avec ce que sont ces enfants pour les amener à réussir leur scolarité nécessite de changer de posture d'enseignement et de dispositifs pédagogiques.

Avec Isabelle BERG, professeure dans l'enseignement professionnel, CGé.

Des ateliers de 3 jours  
du 21 au 23 août

« Apprendre la géométrie élémentaire. »

De multiples voies pour saisir le réel et l'abstraire. L'enseignement de la géométrie à l'école a pour but d'apprendre à saisir et à structurer l'espace dans lequel les élèves se meuvent. Il s'agit donc d'apprendre à s'orienter, à analyser des mouvements, à observer des objets pour les représenter.

Il s'agit d'apprendre à « parler de » ces orientations, ces mouvements et ces objets, compétence à acquérir par tous et tout particulièrement par les élèves socialement les plus fragilisés.

Avec Anne CHEVALIER, formatrice CGé et André WAUTERS, instituteur, GEM.

« Interdits d'apprendre ? »

Inégalités, conflits de loyauté et rapport aux savoirs. Les enquêtes internationales (PISA) et les rapports de niveau national (Fondation Roi Baudouin, Délégué général aux droits de l'enfant) mettent en évidence la corrélation existant entre les résultats scolaires des élèves et leur origine sociale. Comment agir pour remédier à cet état de fait ?

Avec Sandrine GROJEAN, formatrice, CGé.

Quand et où ?

Du 18 au 23 août 2014  
Centre Culturel Marcel Hicter  
La Marlagne - Wépion  
Interne ou externe

Ateliers pour enfants  
« Se mettre à l'ombre... »  
par Joël DRYGALSKI, Julie TIMMERMANS  
et Anne-Sophie DEWEZ, enseignants.  
Projection vidéos, midi-conférence,  
soirée spectacle, soirée PI,  
soirée-conférence  
et quelques surprises  
concoctées par l'équipe.

Renseignements,  
programme détaillé & inscriptions

Cgé  
Mouvement sociopédagogique  
Chaussée de Haecht 66  
1210 Bruxelles  
Tél.: 02 218 34 50  
Fax: 02 218 49 67  
Courriel: rpe@changement-egalite.be  
Site: <http://changement-egalite.be>









Editeur responsable: Ayse Eryoruk

# RETROSPECTIVE MEMOIRE CREATIVE DE L'ATELIER DES PETITS PAS

26.04 > 22.05.2014 / 9h - 16h

**Expositions du lundi au vendredi:**

Centre Culturel de Schaerbeek – rue de Locht 91/93 à 1030 Schaerbeek  
Maisons des Femmes – rue Josaphat 253 à 1030 Schaerbeek

**Vernissage le samedi 26 avril à 14h** au Centre Culturel de Schaerbeek

[www.atelierdespetitspas.com](http://www.atelierdespetitspas.com) - contact exposition: Emine Eryoruk

[www.lamaisondesfemmes.blogspot.be](http://www.lamaisondesfemmes.blogspot.be) - [www.culture1030.be](http://www.culture1030.be)



CENTRE CULTUREL  
DE SCHAEERBEK



FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES



article  
27